



RENDU EXECUTOIRE LE

01 SEP. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 22/08/2022

Reçu en préfecture le 22/08/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-22860011-20220822-22_A_SE_0233-AR

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0233

du **22 AOÛT 2022**

Portant modification du profil des personnes accueillies à la Résidence Autonomie du « Val de Vonne » à Lusignan gérée par le Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le Schéma des solidarités 2020-2024 adopté par délibération du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté n°2016-A-DGAS-DHV-SE-0211 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan pour le fonctionnement de la Résidence Autonomie du « Val de Vonne » à Lusignan, pour une capacité totale de 38 places dont 37 places d'hébergement permanent et 1 place d'hébergement temporaire réparties dans 29 logements ;

VU la délibération du Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan du 17 juin 2021 sollicitant une modification du profil des personnes accueillies au sein de la Résidence Autonomie du « Val de Vonne » à Lusignan dans le cadre du nouveau projet d'établissement 2021-2024 de la résidence ;

VU le courrier du Président du Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan du 11 août 2022, reçu le 16 août 2022 demandant la diminution du nombre de personnes âgées dépendantes pouvant être accueillies par rapport à la délibération du CCAS du 17 juin 2021 et ce afin de respecter le seuil réglementaire ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La Résidence Autonomie du « Val de Vonne » de Lusignan est autorisée à accueillir des personnes âgées autonomes, des personnes âgées dépendantes et des personnes handicapées dans le respect des seuils réglementaires.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de l'établissement sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

Entité juridique : Centre Communal d'Action Sociale de Lusignan	Entité établissement : Résidence Autonomie du « Val de Vonne »
N° FINESS : 86 079 001 3	N° FINESS : 86 079 002 1
N° SIREN : 218 601 391	Code catégorie : 202 Résidence Autonomie
Adresse : 8 Place du 8 Mai 1945 – 86600 LUSIGNAN	Adresse : 20 Rue Enjambes – 86600 LUSIGNAN
Statut juridique : (17) CCAS	Capacité : 38 lits et places maximum

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité	
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	Nombre de logements autorisés	Nombre de places autorisées maximum
926	Hébergement résidence autonomie personnes âgées couple F2	11	Hébergement complet Internat	701	Personnes Agées Autonomes	8	16
926	Hébergement résidence autonomie personnes âgées couple F2	11	Hébergement complet Internat	711	Personnes Agées Dépendantes	1	2
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1BIS	11	Hébergement complet Internat	701	Personnes Agées Autonomes	14	14
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1BIS	11	Hébergement complet Internat	711	Personnes Agées Dépendantes	3	3
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1BIS	11	Hébergement complet Internat	833	Pers. Agées, Pers. Handicapées, Etudiants, Jeunes travailleurs	2	2
657	Accueil temporaire Personnes Agées	11	Hébergement complet Internat	701	Personnes Agées Autonomes	1	1
TOTAL						29	38

Mode de tarification : 01 Tarif Libre Non Habilité aide sociale

Les places attribuées aux personnes handicapées, aux jeunes travailleurs et aux étudiants pourront être occupées, le cas échéant, par des personnes âgées. En effet, ce nombre de places ne constitue qu'un plafond autorisé et non pas une réservation obligatoire de ces places à ces publics.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032. Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

Conformément aux décrets 2022-695 du 26 avril 2022 et 2022-742 du 28 avril 2022, l'évaluation est effectuée par un organisme accrédité par le COFRAC ou tout organisme européen équivalent et selon un calendrier défini par l'autorité en charge des autorisations. L'établissement devra transmettre l'évaluation au Département et à la Haute Autorité de santé.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques de l'autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 5 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation au titre de l'aide sociale à l'hébergement.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienn86.fr et notifié aux intéressés. Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de **deux mois** à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes. Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Fait à POITIERS, le **22 AOUT 2022**

Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation.


Le Président Délégué
Guillaume DE RUSSÉ

Envoyé en préfecture le 22/08/2022

Reçu en préfecture le 22/08/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220822-22_A_SE_0233-AR